Chômage et politiques de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi et le taux de chômage en baisse en 2019

En recul de 0,6 point sur un an, le taux de chômage en Bretagne est le plus bas des régions françaises fin 2019. La Bretagne enregistre également une baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A), sauf en Ille-et-Vilaine. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite recule pour la première fois depuis plus de dix ans et la demande d'emploi globale (catégories A, B et C) accélère sa décrue amorcée en 2018. La demande d'emploi de longue durée s'atténue après plus de dix ans de hausse. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue fortement tandis que l'apprentissage se renforce.

Stéphane Moro (Direccte)

Le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 2008

En Bretagne, le taux de chômage s'élève à 6,7 % fin 2019, soit 0,6 point de moins que fin 2018 (figure 1) (définitions). Ce repli annuel s'accentue, après une légère baisse en 2018. Le taux de chômage atteint ainsi son plus bas niveau depuis fin 2008 en Bretagne. Il y est le plus faible des régions françaises, inférieur à celui des Pays de la Loire (6,9 %). En France, il s'établit à 8,1 % de la population active au 4^e trimestre 2019 et recule de 0,7 point sur un an.

Bien qu'ayant enregistré la baisse la plus faible des départements bretons (– 0,3 point), l'Ille-et-Vilaine connaît toujours la situation la plus favorable avec un taux de chômage à 6,2 % *(figure 2)*. Il s'établit à 7,0 % dans le Finistère et le Morbihan et 7,1 % dans les Côtes-d'Armor.

Par zone d'emploi, c'est Vitré qui enregistre de nouveau le taux de chômage le plus faible (4,5 %), suivi de Fougères (5,7 %). À l'opposé, Guingamp (8,4 %) et Morlaix (8,1 %) présentent un taux proche du niveau national.

Un recul du nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) a baissé de 3,0 % entre les 4^{es} trimestres 2018 et 2019. Il s'établit à 139 000 personnes, soit 4 250 inscrits de moins en un an *(figure 3)*. La diminution est un peu plus prononcée en France (– 3,3 %). Trois départements bretons enregistrent un recul plus marqué qu'au niveau régional : il est plus important dans le Morbihan (– 4,7 %), devant le Finistère (– 4,2 %) et les Côtes-d'Armor (– 4 %). Seule l'Ille-et-Vilaine ne rejoint pas cette tendance à la baisse, avec une quasi-stabilité (+ 0,2 %).

Pour la première fois depuis plus de dix ans, les demandeurs d'emploi ayant exercé

une activité réduite (catégories B et C) sont également moins nombreux (– 2,2 %, soit 2 660 inscrits de moins en un an). Cette baisse concerne particulièrement les demandeurs d'emploi de catégorie B (activité réduite courte, moins de 78 heures dans le mois), avec 2 340 demandeurs d'emploi de moins, soit un recul de 5,9 %.

La baisse de la demande d'emploi de catégorie A, B ou C s'amplifie

Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) baisse de 2,6 % pour s'établir à 258 800 personnes au 4^e trimestre 2019. Cette diminution de 6 910 personnes confirme le retournement de tendance amorcé en 2018. Le repli est sensible dans le Finistère (–3,1 %), les Côtes-d'Armor (–3,4 %) et le Morbihan (–3,8 %); il est plus faible en Ille-et-Vilaine (–0,8 %). En France, le recul de la demande d'emploi des catégories A, B et C est à peine plus marqué (–3,0 %).

Une évolution plus favorable aux 25-49 ans et aux jeunes femmes

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) décroît quel que soit leur sexe ou leur catégorie d'âge. Femmes et hommes bénéficient globalement autant de cette tendance (-3,1% contre - 2,9%). C'est ainsi le cas parmi les personnes de 25 à 49 ans (-3,8% contre - 3,7%). Le repli est plus modéré pour les plus de 50 ans (-1,1%), pour les hommes comme pour les femmes. En revanche, parmi les actifs de moins de 25 ans, le recul est plus marqué chez les femmes (-3,5%) que chez les hommes (-2,7%).

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) diminue plus pour les hommes (– 2,8 %) que pour les femmes (– 1,7 %). Les femmes sont nettement plus présentes dans ces catégories (59,2 %). En

conséquence, la tendance à la baisse de la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) apparaît un peu plus favorable aux hommes (– 2,8 %) qu'aux femmes (– 2,4 %). Les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans ne bénéficient pas de cette baisse. Leur nombre augmente de 0,7 %, et même de 1,2 % pour les femmes.

Recul de la demande d'emploi de longue durée

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée régresse (– 1,4 % pour ceux inscrits depuis plus d'un an). Toutefois, leur part dans le total des demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C (47,3 %) reste en hausse (+ 0,6 point). Cette diminution ne concerne cependant pas les demandeurs d'emploi de très longue durée (2 ans ou plus), dont le nombre augmente de 2,5 %.

Une forte augmentation des formations

En 2019, l'État et le Conseil régional signent le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PIC) 2019-2022, pour une mobilisation régionale en faveur de l'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Sur l'année 2019, 6 500 places supplémentaires en formation sont ainsi ouvertes pour les publics les plus en difficulté. En 2019, 61 100 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation, soit une hausse de 33 % par rapport à 2018.

Fin 2019, 17 020 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie D¹, soit 1 360 personnes supplémentaires en un an.

¹⁻ Demandeurs d'emploi non disponibles pour rechercher un emploi, en arrêt maladie, en congé maternité ou en formation.

Plus d'apprentis, moins de contrats aidés

Généralement ciblés sur les publics en difficulté sur le marché du travail, les outils de la politique de l'emploi prennent notamment la forme d'aides à l'emploi. En politiques 2018. l'approche des d'inclusion avait été renouvelée avec notamment la transformation des contrats aidés en Parcours emploi compétences (PEC) (définitions). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé (contrat unique d'insertion (CUI), PEC ou contrat dans une structure d'insertion par l'activité économique) s'établit à 8 060 fin 2019. Il diminue fortement sur un an (-2 460 personnes, soit - 23,4 %). En 2019, 2 880 PEC ou CUI ont été prescrits en Bretagne contre 4 950 en 2018 (figure 4). Cette baisse importante est notamment due à l'accélération du plan de transformation, au sein de l'Éducation nationale, des contrats PEC en contrats pérennes sur des postes d'accompagnant d'élèves situation de handicap.

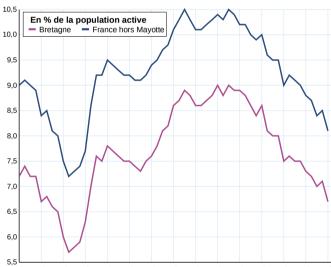
L'insertion par l'activité économique (IAE) regroupe des associations et des entreprises qui s'engagent à accueillir et embaucher, pour une durée limitée, des personnes très éloignées de l'emploi en raison de difficultés personnelles professionnelles. La spécificité parcours d'insertion consiste à proposer une mise en situation de travail, doublée accompagnement social professionnel personnalisé. En 2019, l'IAE mobilise en Bretagne 162 structures conventionnées par l'État qui reçoivent à ce titre des aides financières. Le nombre de recrutements dans ce cadre s'établit à 11 600 en 2019, en légère hausse de 1,2 %. Fin décembre 2019, 5 190 personnes sont salariées dans les structures de l'IAE, soit + 1,1 % sur un an.

La réforme du 5 septembre 2018 apporte de profonds changements à la politique de l'alternance. Avec l'insertion par l'activité économique (IAE), elle constitue une alternative à la forte diminution des contrats aidés depuis fin 2017. L'objectif

est d'orienter le demandeur d'emploi vers le bon parcours et d'utiliser toute la palette des dispositifs (PEC, IAE, alternance). Pour les jeunes notamment, la priorité est donnée aux formations longues, d'alternance ou aux dispositifs qui leur sont dédiés. Les recrutements alternance augmentent de 10 % en 2019. 17 320 Avec nouveaux contrats d'apprentissage en 2019, la hausse est particulièrement marquée (+ 17,2 %), alors que le nombre de nouveaux contrats de professionnalisation est quasiment stable (+0,3%). Le secteur privé concentre plus de 96 % des embauches d'apprentis en Bretagne (+ 18,1 %).

Le nombre d'entrées de jeunes bénéficiaires du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) portées par les missions locales s'établit à 12 068 en 2019, en nette hausse (+ 24,4 %) après un repli de 3,5 % en 2018 (définitions).

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage



4º trim.4º tri

2 Taux de chômage

	en % de la population active							
	2018 T4	2019 T1	2019 T2	2019 T3	2019 T4 (p)	Évolution 2019 T4 / 2018 T4 (en points de %)		
Côtes-d'Armor	7,7	7,6	7,5	7,5	7,1	-0,6		
Finistère	7,6	7,5	7,3	7,3	7,0	-0,6		
Ille-et-Vilaine	6,5	6,5	6,3	6,4	6,2	-0,3		
Morbihan	7,7	7,6	7,3	7,4	7,0	-0,7		
Bretagne	7,3	7,2	7,0	7,1	6,7	-0,6		
France hors Mayotte	8,8	8,7	8,4	8,5	8,1	-0,7		

p : données provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeur	s d'emploi au	Évolution 2019/2018 1			
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	119 190	70 360	46,1	50,6	-2,8	-2,9
Femmes	139 610	68 650	53,9	49,4	-2,4	-3,1
Moins de 25 ans	35 010	20 010	13,5	14,4	-6,3	-3,1
De 25 à 49 ans	157 680	81 100	60,9	58,3	-3,1	-3,8
50 ans ou plus	66 100	37 890	25,5	27,3	0,7	-1,1
Inscrits depuis un an ou plus	122 340	nd	47,3	nd	-1,4	nd
dont inscrits depuis plus de 2 ans	70 840	nd	27,4	nd	2,5	nd
Bretagne	258 800	139 000	100,0	100,0	-2,6	-3,0
France entière	5 746 400	3 551 300	100,0	100,0	-3,0	-3,3

nd : données non disponibles.

1 : évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2018 et le quatrième trimestre 2019.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

4 Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Bretagne

	2018	2019	Évolution 2019/2018 (en %)
Aides à l'emploi 1	42 020	42 658	1,5
- Contrats aidés	16 415	14 481	-11,8
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	4 947	2 875	-41,9
Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	9	9	0,0
Insertion par l'activité économique (IAE)	11 459	11 597	1,2
- Contrats en alternance	25 605	28 177	10,0
Apprentissage	14 787	17 323	17,2
Contrat de professionnalisation	10 818	10 854	0,3
Accompagnement des jeunes	9 704	12 068	24,4
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	9 704	12 068	24,4
dont Garantie jeunes	3 116	3 168	1,7

1: extraction à fin avril 2020.

Note : les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

Sources : ASP ; I-Milo ; chambres consulaires ; Dares.